

politique Elio Di Rupo a-t-il abusé de son influence...

Sans Elio Di Rupo, Mons n'aurait jamais été capitale européenne de la culture. Tout le monde politique belge le sait : Mons 2015, c'est le « bébé » du président du PS. Voilà près de quinze ans qu'il milite, à tous les étages de la maison Belgique, et même de l'Europe, pour décrocher le statut. Puis pour lui donner corps. Tout profite pour les Montois ? Assurément, même si le bilan définitif ne pourra être dressé que dans un an. En revanche, l'opiniâtreté avec laquelle le bourgmestre a défendu sa ville fait grincer bien des dents. Dans les autres partis. Mais aussi au sein du Parti socialiste. Dans les deux cas, les interlocuteurs ne s'expriment qu'« off the record ». Mais leurs critiques sont convergentes. Elles tiennent en trois points. Parole à l'accusation, puis à la défense. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

... pour empêcher Liège d'être candidate ?

« Elio Di Rupo a interdit à Liège de poser sa candidature. » La phrase revient, comme un refrain, dès que l'on interroge celles et ceux qui étaient aux affaires en 2008, lorsque la Belgique devait choisir ses villes candidates. « Liège aurait très bien pu prétendre au titre, reconnaissent, unanimes, nos interlocuteurs (pas nécessairement liégeois). Mais le président du PS a d'abord fait pression sur le PS local pour qu'il n'en soit rien. » Au PS liégeois, on refuse de s'exprimer officiellement, crime de lèse-président oblige. Mais, en coulisses, on livre une version plus nuancée... mais pas fondamentalement différente. « C'est vrai et pas vrai », résume l'un. « On n'a pas demandé explicitement à Willy Demeyer de ne pas être candidat. », confirme l'autre. « Mais il a été dit, au boulevard de l'Empereur que Liège avait déjà beaucoup. »

Un message reçu cinq sur cinq par les ténors liégeois. « On était dans une position de faiblesse vu l'ampleur de notre dette », se souvient un mandataire. « Et on mesurait parfaitement tout ce qu'on pouvait perdre si on concurrençait Mons. Nous avions un opéra, un théâtre à faire vivre. » Quand on demande à notre interlocuteur de préciser sa pensée, on s'attire cette réponse : « Si nous étions allés contre le président du PS, nous aurions subi l'hostilité de tout un appareil dont on a besoin pour les subsides. » Lucides, les pontes socialistes liégeois décident de « monnayer » leur retrait de la course à la capitale européenne de la culture. Leur stratégie s'opère bien sûr tacite-

ment. « Mais regardez un peu tout ce que nous avons obtenu. Notre dette a été largement reprise par la Région wallonne. Et puis, si vous venez à Liège, vous verrez que toutes nos infrastructures culturelles ont été rénovées, pointe subtilement un édile. Je songe au Musée Curtius, à l'Orchestre philharmonique, au Théâtre de la Place, aux Bains de la Sauvenière... » « On a pu demander beaucoup de choses, reconnaît cet autre élu. On a quand même réussi à obtenir une bonne trentaine de millions pour nos infrastructures. » Ainsi que le soutien plein et entier du PS à la candidature de Liège pour accueillir une Exposition universelle en 2017. « Une vraie compétition internationale, ironise un Liégeois. Alors que, pour la capitale européenne de la culture, le fait que le bourgmestre de Mons était aussi président du PS faussait la compétition nationale. »

C'était sans compter sur la mobilisation citoyenne dans la Cité ardente : des associations tentent d'imposer la candidature liégeoise par voie de consultation populaire. « Si elle n'avait pas été à ce point compliquée par les autorités communales, ils auraient gagné », explique l'un. Un trucage des urnes ? Sans aller jusque-là, au PS liégeois, on reconnaît « ne pas avoir été neutre dans l'affaire ». En clair, la consigne, largement suggérée, était de ne pas aller voter, afin que le taux de participation ne soit pas suffisant. Le risque était donc définitivement écarté pour Mons.

Inutile de dire qu'Elio Di Rupo rejette catégoriquement cette version des faits. « Dès que l'on a réfléchi à la régionalisation, il a été décidé que Liège aurait la fonction économique et Mons la fonction culturelle. Dans cette logique, il a toujours été acquis que Mons poserait sa candidature. Et que Liège ne le ferait pas ; c'était une forme d'élégance. Du reste, personne à Liège ne voulait ça, sauf un collectif de citoyens. »

... pour capter les subsides culturels ?

« On a détourné au profit de Mons de lourds moyens financiers de l'enveloppe culturelle globale. » Le propos est, ici aussi, endossé par tous les partis, et même certaines fédérations (non hennuyères) du PS. « Cela s'est fait évidemment au détriment des autres opérateurs du secteur ». Explication : la Fédération Wallonie-Bruxelles ne roule pas sur l'or, le secteur de la culture s'estime structurellement désargenté (bien avant les mesures d'économie actuelles). « Et malgré ça, il a fallu utiliser une partie de l'argent disponible pour Mons. » Que l'on sache, les subsides n'étaient pas gérés en direct par le bourgmestre de Mons, mais par des gouvernements PS/CDH puis PS/CDH/Ecolo : un ou deux partenaires ont donc été « complices » de cette politique. « Ils ont sûrement obtenu quelques compensations. Peut-être pour André Antoine à Perwez », grince un libéral. « Il y avait très peu de débats, corrige-t-on chez les partenaires. Tout le monde avait compris que ça devait se passer comme ça. Personne ne voulait

toucher à Elio Di Rupo. » Au total, la Fédération a libéré 30 millions. « Elio Di Rupo a vu juste : il a soigneusement choisi sa ministre de la Culture. Elle est restée deux législatures, les dix ans qu'il fallait. Et elle a toujours abondé dans le sens de son président. Les opérateurs culturels, même proches des milieux socialistes, s'en sont plaints. » « Le président du PS a aussi été chercher des budgets au fédéral et à la Région », entend-on encore. Exemple souvent cité : la gare Calatrava. Une décision prise, tout de même, par la SNCB, où le PS n'est pas tout-puissant ? « Les investissements sont proposés par les Régions. Si la Wallonie place la gare de Mons en tête, le fédéral ne va pas remettre en cause ce choix ! Clairement, Elio Di Rupo voulait Calatrava. » Des assertions qui font bondir le bourgmestre. « La vérité c'est quoi ? Mons et Malines étaient les deux dernières villes qui n'avaient pas vu leur gare rénovée. C'était prévu depuis vingt ans. Il y a eu un concours et sans doute parce que Calatrava avait déjà travaillé avec la SNCB, il y a participé. 150 à 170 millions, c'est peut-être un peu plus cher qu'ailleurs mais c'est un projet pour un siècle. C'est insupportable à la fin. Qui s'émeut que la rénovation de la gare d'Anvers ait coûté un milliard ? Qui ? »

... pour faire de Mons la seule star de la fête ?

« On a fait de cet événement quelque chose d'exclusivement montois, une affaire locale. » Ce n'est pas la critique qu'on a le plus entendu jusqu'ici, mais elle réunit, aussi, beaucoup de suffrages dans les milieux politiques. Ou, pour le dire de manière moins caricaturale : « On va placer la ville de Mons sur la carte, tant mieux pour Mons. Mais il aurait mieux valu profiter de ces projets pour mettre en évidence les talents de toute la Communauté française, pour faire venir tous les acteurs francophones du secteur sur le territoire montois. » « Ce n'est pas le projet de la Communauté française, déplore une source bien introduite dans les milieux culturels. » Ce qu'au niveau gouvernemental, d'aucuns n'hésitent pas à traduire plutôt abruptement d'un « Ce n'est clairement pas un grand projet francophone. La Fédération n'a rien eu à dire sur le contenu. Elle donne trente millions d'euros, comme un simple 'Mister Cash'. »

D'aucuns, mais ils se font moins entendre, s'inquiètent aussi de ce que la programmation a été définie « en vase clos ». « Ils ont travaillé énormément, depuis le début, ça, il faut leur laisser. Mais quand vous parcourez le programme, vous cherchez en vain le fil rouge. Cela part dans tous les sens. Et donc, ce n'est sans doute pas très clair pour le public, ce qui n'est pas bon », dit une source. Une autre regrette « le manque de modernité des événements. Pourtant, c'était l'intention initiale. Mais, maintenant, on vend surtout Van Gogh et Verlaine, et puis Dubreucq et de Lassus, illustres

inconnus. Pourquoi ne pas avoir fait la part belle à la création numérique ? Pourquoi ne pas avoir davantage joué la carte de la transdisciplinarité ? Pourquoi ne pas en avoir fait une vitrine pour nos jeunes artistes ? Je pense que c'est parce qu'il manquait de regards extérieurs, jeunes ou étrangers dans les décideurs. » Autre critique : l'affectation des deniers publics. « On a investi dans les briques. C'est le drame de la Communauté française, c'est une logique très socialiste. Au lieu de soutenir les créateurs, les artistes. » « Avec la question sous-jacente : comment va-t-on faire vivre tous ces lieux ? Sinon en les mettant, de manière quasi structurelle sous perfusion du budget de la Fédération Wallonie Bruxelles ? » Un jugement que certains, pourtant loin d'être socialistes, tempèrent. « La ville est transformée, c'est une chance. Et l'avenir nous dire si cet élan a permis de faire émerger durablement Mons sur le plan culturel ou autre. » Dernier grincement de dents : les liens avec les autres villes francophones. « Sur Liège, il y a très peu de relais. C'est un peu comme si Mons 2015 n'existait pas. » Là aussi, la critique est relativisée, notamment à Charleroi, où l'on s'estime « très content de la manière avec laquelle cela se passe ; les opérateurs culturels s'y retrouvent. »

Inutile de dire qu'Elio Di Rupo s'inscrit en faux contre toutes les critiques. Laissant la responsabilité de la programmation à l'équipe artistique. Mais assurant que les lieux culturels vivront sans souci dès le 1^{er} janvier 2016. Et soulignant que « 19 villes et 12 communes sont partenaires de Mons ; nous avons créé un concept de ville dans un réseau. Il y a même des événements programmés à Gand. »

V.L.A.